

## A PROPOS DE LA SITUATION A MARSEILLE A LA VEILLE DE LA LIBERATION

### Préambule

1944-1984, un recul de 40 ans pour parler de ces événements.

La presse locale s'est faite l'écho de ce 40<sup>e</sup> anniversaire et des discours ont été prononcés lors des cérémonies officielles.

Il ne s'agit pas de revenir sur une chronologie des événements qui est désormais acceptée d'une manière quasi générale ; mais d'essayer de replacer ces derniers dans un contexte qui a souvent été occulté et quelque-fois tronqué, en soulignant quelques points particuliers.

Pour illustrer cette réflexion, il est intéressant de se référer à des propos très sensiblement différents.

« Les armées alliées n'eurent qu'à récupérer les prisonniers de « la Wehrmacht et recevoir la capitulation du Général Allemand, le 28 août 1944 »...<sup>1</sup>.

...« Jusqu'ici la population s'est comportée, vis à vis des troupes allemandes, sans causer de troubles notoires »...<sup>2</sup>.

Dans les deux cas apparaît, pour le moins, une simplification.

Si l'insurrection se développe du 19 au 23 août 1944<sup>3</sup>, c'est probablement parce que le débarquement du 15 août a eu lieu et qu'une armée – essentiellement française de surcroît –<sup>4</sup> est en marche vers Marseille, mais aussi – et cela nous paraît essentiel si l'on veut comprendre le pourquoi de ces combats – parce que l'attitude de la population et des forces de la Résistance s'est modifiée. Un tournant psychologique, politique et militaire

---

1. Lucien MOLINO, ex-membre du Secrétariat clandestin de la C.G.T., article dans le quotidien « La Marseillaise » du 17 août 1984.

2. Claude BONARD, *Marseille, Bataille des seigneurs*, p. 46, Genève, 1972.

3. Les premiers éléments du 7<sup>e</sup> régiment de tirailleurs algériens (commandant Martel, colonel Chappuis) et les blindés du 2<sup>e</sup> Escadron du 2<sup>e</sup> Cuirassier (colonel Durosoy) parviennent tôt, dans la matinée du 23 août, au carrefour des Quatre-Chemins (ou Cinq-Avenues). Des éléments avancés poussent une pointe jusqu'à la Canebière, notamment par le boulevard de la Madeleine.

4. 15.000 hommes environ dont plus de 11.000 Tabors marocains et Tirailleurs algériens.

s'est produit durant l'hiver 43-44, et les quelques semaines qui précèdent la Libération relèvent déjà d'une autre problématique avec la réémergence du politique.

## I - Vingt et un mois d'occupation - Le contexte et son évolution

### A - La population

Marseille est une grande ville – 500.000 à 600.000 habitants suivant les données de l'époque – et un port. Au moment du débarquement sa population subit l'occupant depuis 21 mois.

L'état d'esprit vis-à-vis du Gouvernement de Vichy et de l'occupant a considérablement évolué. Avant le 11 novembre 1942, tout en restant attentive aux nouvelles extérieures, il faut bien dire que la population marseillaise se préoccupe essentiellement du quotidien ; elle a le sentiment – un peu culpabilisée – de préserver sa sécurité et une certaine liberté.

Il faut toutefois noter que Marseille – ville refuge – a une sensibilité anti-fasciste au travers des exilés (allemands, italiens, polonais, juifs, etc.) qu'elle abrite depuis 1932-1933.

Quels sont les faits qui ont généré cette évolution ?

– A la fin de l'été 42 la relève et les grèves consécutives de l'automne (le rejet par les ouvriers fait qu'en janvier 43 il n'y a pour l'ensemble de la zone sud qu'environ 6.000 départs) ;<sup>5</sup>

– Les grandes rafles d'août et septembre 42. Un tract, diffusé à Marseille en novembre indique : « ... Marseille, Lyon, Narbonne, Sète, Toulouse, Agen... et dans plusieurs autres villes ont eu lieu des rafles monstres, suivies de scènes de brutalité qui feraient rougir de honte d'être français, si le monde entier civilisé ne savait que la poignée de traîtres et de bandits qui, provisoirement, gouvernent notre pays, ce n'est pas la France »...<sup>6</sup>

– Le 11 novembre 42, en présence des uniformes allemands, l'idée de la souveraineté du gouvernement de Vichy s'évanouit en même temps que la notion de zone libre.

– Le S.T.O. (service du travail obligatoire) au début 42 ; il s'agit d'un

5. Cf. « La Vie Ouvrière » du 10 décembre 42 et *Le P.C.F. dans la guerre*, Stéphane COURTOIS, Paris, 1980, p. 288.

6. Ces rafles ont accru le sentiment de malaise de la population. Ce tract de 4 pages « A bas l'antisémitisme ! Ripostons aux Barbares de Vichy et de Berlin », diffusé début novembre 42 sur Marseille et signé du P.C.F./S.F.I.C. – original par son contenu – se termine par « A bas l'anti-sémitisme, mort aux boches et aux trafiquants de la défaite et de la trahison » - « Vive l'union de tous les hommes : catholiques, juifs, protestants, laïcs, gaullistes, communistes, de toute la nation française éprise de Liberté contre les boches oppresseurs, pillards et assassins » et appelle à manifester le 11 novembre 1942. (Archives personnelles).

véritable choc psychologique... Le S.T.O. c'est la « déportation » en Allemagne, la prise en otage d'une partie de la population<sup>7</sup>.

Ces événements sont le fondement objectif du changement d'attitude de la population qui se sent de plus en plus agressée par les manifestations de la puissance occupante et les interventions des représentants locaux du Gouvernement de Vichy.

En outre, elle est travaillée par la multiplication des publications clandestines. Les mois de novembre/décembre 1943, en la matière, attestent d'un tournant à la fois quantitatif (le matériel diffusé — désormais très important — est de plus en plus différencié et spécifique), et qualitatif (diffusion élargie à l'ensemble du département, matériel imprimé...) <sup>8</sup>.

De plus, elle voit les conditions économiques se dégrader régulièrement ; l'amélioration du ravitaillement et l'augmentation des salaires sont des revendications permanentes après novembre 1943.

Dans ce contexte les manifestations vont se multiplier parallèlement aux grèves et occupations sporadiques d'usines<sup>9</sup>. Cette population repliée jusqu'alors sur elle-même prend conscience de représenter une certaine force.

### B - La résistance

Avant novembre 1942, une contre-propagande de connotation communiste ou gaulliste existe, plus particulièrement opposée au Gouvernement de Vichy. Existente également quelques réseaux chargés de récolter des renseignements ou de convoyer des individus vers l'Afrique du Nord ou la Grande-Bretagne et même quelques éléments pouvant intervenir contre les représentants ou les intérêts des puissances de l'Axe.

Le franchissement de la ligne de démarcation change les précédentes données.

Il n'y a pas toutefois de mouvement de masse qui mobilise la population et, en l'absence d'un soutien massif de celle-ci, la lutte armée ne peut dépasser le stade de l'action ponctuelle. En conséquence, dès le 2 décembre 1942, Marseille fait connaissance avec les attentats visant les troupes allemandes. A la mi-43, — et, d'après Henri Amouroux les « cas » marseillais se situent parmi les premiers — les « collaborateurs » sont également visés.

7. Cf. le tract « contre la déportation en masse en Allemagne, Provençaux unissez-vous ! » en annexe III. (documentation personnelle).

8. Marcel-Pierre BERNARD, *Le P.C.F. et la Résistance, Marseille et sa région*, Thèse de 3<sup>e</sup> cycle, Université d'Aix-Marseille I, juin 1982, p. 171 et s.

9. En septembre 43, Marseille et La Ciotat dans la métallurgie ; — en janvier 1944 et juillet 1944 contre l'évacuation des quartiers de La Joliette et Arenç ; — les 16 et 17 mars toujours dans la métallurgie mais avec extension à d'autres secteurs d'activité ; — 25, 26 et 27 mai contre le rationnement ; — 11 et 14 juillet ; 10 et 12 août plusieurs manifestations dans le centre ville, au Chapitre et les quartiers Nord au cri de « notre pain quotidien » et « Liberté ».

La résistance va payer un lourd tribut à ces premières actions – mal perçues par la population – menées par de petits groupes issus essentiellement de la M.O.I., des groupes francs des M.U.R. ou des corps-francs de l'A.S. Les premiers groupes F.T.P./M.O.I. et G.F. sont au printemps 1943, décimés.

Mais, dès la fin 1943, une nouvelle capacité d'intervention est acquise, grâce en partie aux enseignements tirés de l'action directe. A la même période, plusieurs événements vont avoir des résultats positifs pour la résistance :

- Ainsi, la capitulation de l'Italie va permettre la remise d'équipements aux groupes d'intervention (importants lots d'armes récupérés par la M.O.I. et médicaments livrés au F.N. des médecins).

- Le rapprochement des organisations de résistance en novembre/décembre 1943 va améliorer une coopération toujours délicate (fourniture d'armes par l'A.S. aux F.T.P., opérations conjointes F.T.P./M.U.R., quelquefois logistique commune, mise en place des structures d'E.M./F.F.I. régionales et départementales).

- La relative multiplication des parachutages d'armes et d'explosifs sur l'arrière-pays va permettre l'approvisionnement des divers groupes. Il semblerait toutefois que ces opérations (Peyrolles - 11/43, Jouques - 1/44, Plan d'Aups - 1/44, Rians - 5 et 6/44) ont eu peu d'influence sur l'apport en matériel pour la région marseillaise.

- L'intensification des actions de sabotage va perturber les liaisons de l'ennemi. La direction de la « Production Industrielle » de Marseille révèle que pour le mois de janvier 1944 à la suite des divers attentats, seuls 10 % des transports ferroviaires prioritaires ont pu être normalement acheminés.

Durant les 6 mois qui précèdent le débarquement en Provence plus de 300 sabotages significatifs, dont un certain nombre au cours d'actions de grande envergure, ont été revendiqués pour notre région.

A l'été 1944 la Résistance, malgré la répression, a globalement une capacité militaire avec laquelle l'occupant et ses « aides » doivent compter.

### *C - Les troupes d'occupation et leurs « assistants »*

La ville et ses proches alentours sont essentiellement tenus par la 244<sup>e</sup> division d'infanterie, à laquelle il faut ajouter des troupes de marines (Kriegsmarine) qui occupent des positions d'artillerie côtière et des éléments de la Luftwaffe (D.C.A. et services généraux) soit, suivant les estimations de 12.000 à 15.000 hommes.

Il s'agit d'une troupe disparate de valeur très moyenne dans laquelle sont intégrés de nombreux « Volksdeutsche » (Autrichiens, Slovaques, Polonais), mais aussi des Ukrainiens, Arméniens et Russes. Il ne semble pas qu'il ait existé à un moment quelconque des troupes S.S., du moins en unités constituées.

Le commandement est assuré depuis mars 1944 par le Lieutenant Général Schaefer, rapatrié du front russe en septembre 43 à la suite de graves blessures. Probablement bon stratège, mais réaliste, il considère déraisonnable l'ordre de l'OKW de défendre Marseille – « jusqu'au dernier homme et à la dernière cartouche » – sans espoir de secours et sans aucune couverture aérienne.<sup>10</sup>

Il dispose de points d'appui tout à fait valables – les Forts, la Colline de Notre-Dame de la Garde, l'Hippodrome, les batteries du Racati et du Merlan, la Nerthe avec le « Foresta » et « Tante Rose »... mais il perçoit mal l'adversaire intérieur dans une grande ville dont il ne maîtrise plus les communications.

Les services « spécialisés » Gestapo (Dunker) Sipo (Muller) et la section 4 du S.D. (Kompe) sont particulièrement actifs jusqu'à la veille de la Libération. Dans les dossiers du procès de Dunker-Delage, il est fait état – nominativement – de plus de soixante dix agents permanents de la Gestapo à Marseille dont un certain nombre de « Français ».

En septembre 43, « l'A.S. » et « Combat » sont pratiquement décimés, en fin juillet 44 les arrestations de résistants se succèdent ; l'O.R.A. est en grande partie démantelée le 12 juillet. A la mi-juillet Rossi, alias Levallois,



*Un groupe des Milices Patriotiques de la Plaine entouré par la foule, place de la Préfecture, à Marseille, le 23 ou 24 août 1944. (Photo Roger Lazardis).*

10. Le 11<sup>e</sup> Panzerdivision essaye de se frayer un chemin vers le Nord-Est depuis le 13 août sur la Rive Ouest du Rhône.



*Marseille, 23 ou 24 août 1944. Des éléments de la Résistance arrachent les emblèmes allemands à l'entrée de la Préfecture libérée. (Photo Roger Lazarides).*



*Marseille, 23 ou 24 août 1944. Un membre du C.D.L. sort en voiture de la Préfecture libérée et occupée par la Résistance. (Photo Roger Lazarides).*

chef régional F.F.I. est arrêté. Son successeur Renard, alias Turpin, le sera également. La plupart des responsables considèrent qu'en août 44, ils étaient identifiés et traqués. En effet, les archives saisies prouvent que l'E.M./F.F.I. et les principaux responsables des organisations résistantes, hormis peut-être les F.T.P., étaient connus des services chargés de la répression.

La S.A.P. – Section des affaires politiques de la 9<sup>e</sup> Brigade mobile – que même la police traditionnelle redoute, a procédé de juillet 43 à juillet 44, suivant un rapport du Service Régional de police judiciaire à 167 arrestations « d'opposants ».

Il est à noter que le Préfet Veyren signale dans un rapport, que « le bureau du Service de liaison avec les troupes allemandes d'occupation contient plus de 18.000 dossiers de Marseillais ayant travaillé pour les Allemands ».

## II - Les combats des 19 au 23 août, défi militaire ou enjeu politique

Un envoyé spécial du COMAC en zone sud constate en juin 44 le peu de matériel dont dispose les résistants de la région de Marseille <sup>11</sup>. Paul Bouy <sup>12</sup>, commissaire aux effectifs F.T.P., lors d'une réunion entre « militaires » et civils tenue au boulevard Guigou, le 17 août précise que ses groupes disposent « d'une vingtaine de P.M., quelques dizaines de fusils de guerre, une quarantaine de revolvers, des fusils de chasse et des grenades en assez grande quantité... » mais pas de matériel lourd.

Joseph Combe l'un des responsables de l'O.R.A. pour Marseille fait état pour l'équipement de ses groupes à la même époque de « ... 2 sten, une dizaine de pistolets, quelques grenades... ».

Ludovic Troin, membre de la direction politique du P.C. témoigne que le 23 août, malgré les récupérations effectuées, les combattants de la Résistance manquent du minimum et sont incapables, non seulement « de venir à bout des points d'appui de l'armée allemande mais de résister à une éventuelle contre offensive ».

Si les diverses composantes de la Résistance délèguent des représentants auprès du commandement des troupes régulières qui avancent sur Marseille, c'est sans doute pour attester de leur représentativité, mais aussi parce qu'il faut rapidement que les insurgés soient appuyés par des moyens plus importants.

L'Etat-Major F.F.I. fait passer une note le 22 août recommandant « à chacun d'économiser au maximum les munitions irremplaçables à l'heure actuelle ».

Dans ces conditions les décisions à prendre risquent d'avoir des conséquences tragiques : d'autant que les forces de la Résistance – toutes

11. Ch. Tillon, *Les F.T.P.*, p. 346, Paris, 1962.

12. Alias Jacques Dorval.

organisations confondues – ne représentent guère plus de un à deux milliers de combattants organisés, lorsque, le 17 août, le comité insurrectionnel se prononce.

Les « naphatalinards » – suivant une expression de l'époque – ne surgissent qu'après le 23 août lorsque manifestement la partie est jouée...

Mais en 48 heures tout va basculer dans un enchaînement irréversible...

« Les gens étaient nerveux..., depuis le 16 août régnait dans la ville une tension très perceptible, les forces chargées du maintien de l'ordre étaient subitement inexistantes, les Allemands se repliaient sur quelques positions solidement défendues... une certaine euphorie s'installait... le pillage et la distribution de tout ce qui était alimentaire a commencé... les gens allaient se battre pour manger... les « Brulots » allaient ainsi se multiplier et l'insurrection se développer... Nos groupes dans cet environnement pouvaient faire du bon travail »...<sup>13</sup>

Les premiers accrochages dans les quartiers des Cadeneaux, Saint-Antoine, Les Aygalades, Malpassé, Pont-de-Vivieux ont lieu dans la nuit du 19 août. Dès lors il faut suivre... voire précéder !

Lorsque le Comité Départemental de Libération s'installe à la Préfecture le 22 août, son existence et *a fortiori* ses membres sont inconnus de la grande masse de la population. Champ-clos, déjà, de rivalités politiques et de personnes, il occupe le vide laissé par les autorités précédentes – le Préfet Maljean a été arrêté le 21 après s'être déclaré « prêt à passer la main ».

Seul interlocuteur pendant des semaines de l'ensemble des organisations armées, le noyau actif du C.D.L. sera dès lors élargi à des sensibilités moins directement liées à la Résistance active.

Dès avril et plus encore lors des dernières réunions du Comité départemental, l'Après-Libération préoccupe certains de ses membres... « les institutions à rétablir dans une légitimité, les rôles à définir, les postes et les fonctions à pourvoir »... bien plus que les problèmes de l'action armée insurrectionnelle, dont celui-ci n'a pas été, contrairement à certaines allégations, le véritable coordinateur.

En conclusion, le combat de la Résistance pour la libération de Marseille, de par la spécificité du contexte et l'ambiguïté de certaines motivations produit, malgré les apparences, un écho contraire et irrévérant aux propos de Valéry : « la tactique ruine la stratégie, la bataille d'ensemble gagnée sur la carte est perdue en détail sur les coteaux. »

Et l'on s'en aperçoit dès le lendemain de la Libération...

Marcel-Pierre BERNARD.

13. Cf. Victor Porte, alias Isidore.



## ANNEXES

- I -

Copie intégrale d'un tract apposé dans la nuit du 18 au 19 août dans les quartiers de La Capelette et Saint-Marcel dont seule la première partie... « grève générale insurrectionnelle »... a été présentée dans un article paru en 1984 dans un quotidien local (documentation personnelle).

### CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL

*Les troupes anglo-américaines, russes et françaises attaquent sur tous les fronts. Le deuxième débarquement effectué en Provence marque l'écroulement à bref délai des armées nazies et de leurs complices vichysois.*

*Les assassins de Darnand et les P.P.F. n'ayant plus le soutien des nazis viennent de s'enfuir lamentablement, et n'acceptent plus le combat.*

**ILS PEUVENT SE TERRER LES OUVRIERS SAURONT LES RETROUVER  
et leur faire payer leurs crimes**

*Il nous faut passer à l'action pour hâter  
la libération de notre territoire*

*Pour cela, la C.G.T., lance le mot d'ordre de  
GREVE GENERALE INSURRECTIONNELLE*

- *Transports : aucun taxi, aucune camionnette, aucun car, aucun camion ne doit travailler pour les boches.*
- *Postiers : l'appareil postal ne doit pas servir aux armées nazies, aucune ligne ne doit être utilisée par eux. Sabotez par tous les moyens jusqu'à la libération de notre Provence.*
- *Métallurgistes, produits chimiques, bâtiments : vous devez occuper vos chantiers, vos usines ; le devoir de tous les ouvriers, c'est de se dresser par tous les moyens, y compris la lutte armée.*

*Tous les ouvriers doivent se considérer comme des soldats et avec leurs milices patriotiques qu'ils doivent renforcer, ils doivent attaquer les boches et ceux qui les servent.*

*Ceux qui n'appliqueraient pas les mots d'ordre de grève générale et travailleraient pour les boches, seraient considérés comme traîtres à la Patrie et jugés comme tels.*

**TOUS AU COMBAT POUR HATER LA LIBERATION DE LA FRANCE !**

*Le Bureau clandestin de l'U.D. des syndicats ouvriers.*

- II -

Copie d'un tract diffusé et affiché le lundi 21 août 1944 (documentation personnelle).

REPUBLIQUE FRANÇAISE - Liberté. Egalité. Fraternité.

LE COMITE DEPARTEMENTAL DE LA LIBERATION  
VIENT DE PROCEDER A L'ARRESTATION DU PREFET REGIONAL

L'Ordre a été donné aux F.F.I. de passer  
à l'attaque de l'ennemi dès ce matin.

La Grève Général Insurrectionnelle est totale.

Le pouvoir de Vichy n'existe plus, le C.D.L. détient tout le pouvoir  
EN CONSEQUENCE, IL ORDONNE :

- I - Tous les fonctionnaires doivent obéir à ses ordres.
- II - Tous les policiers doivent mettre hors d'état de nuire les traîtres miliciens, P.P.F., tous autres agents de l'ennemi ainsi que tous les gros trafiquants du marché noir.
- III - Il décrète que tous les produits du terroir doivent être livrés au ravitaillement pour l'alimentation de la Population.
- IV - Il appelle tous les patriotes non encore encadrés à entrer dans le combat libérateur comme l'a dit le Général de Gaulle.

Le devoir simple et sacré est de se battre.

Il appelle la population toute entière à appuyer par tous les moyens l'action des combattants et à participer en masse à la

MANIFESTATION

qui aura lieu

Aujourd'hui lundi à 16 heures

PLACE DE LA PREFECTURE

L'ennemi est écrasé sur tous les fronts ; les armées Françaises, Anglaises, Américaines avancent rapidement sur Marseille. L'HEURE DE LA LIBERATION A SONNE. Il faut que la victoire soit notre victoire.

Vive les Alliés ! Vive la République !

Vive la France

LE COMITE DE LA LIBERATION  
DES BOUCHES-DU-RHONE

LE MOUVEMENT DE LIBERATION  
« COMBAT, LIBERATION ET  
FRANC-TIREUR », FRONT NATION-  
NAL, CONFEDERATION GENERALE  
DU TRAVAIL, PARTI COMMU-  
NISTE, PARTI SOCIALISTE, UNION  
REPUBLICAINE ET DEMOCRA-  
TIQUE, FORCES UNIES DES JEUNES-  
SES PATRIOTIQUES.

P.S. : Ne vous prêtez pas aux manœuvres de l'ennemi telles que le déclenchement de certaines sirènes dont il peut encore disposer.

## - III -

**CONTRE LA DEPORTATION EN MASSE EN ALLEMAGNE  
PROVENÇAUX UNISSEZ-VOUS !**

*Le COMITE PROVENÇAL D'ACTION CONTRE LA DEPORTATION, groupant les organisations suivantes :*

**MOUVEMENTS UNIS DE RESISTANCE** (*Combat, Libération, Franc-Tireur*)  
**FRONT NATIONAL** (*Région Provençale*)  
**PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS** (*Région des Bouches-du-Rhône*)  
**CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL** (*Union Départementale des Bouches-du-Rhône*)  
**FORCES UNIES DE LA JEUNESSE PATRIOTIQUE** (*Région des Bouches-du-Rhône*)

*met solennellement en garde la population française contre la réalisation imminente des mesures dictées par SAUCKEL à ses laquais de Vichy, mesures visant à transformer en otages les hommes de 16 à 60 ans et les femmes de 18 à 45 ans, otages destinés à périr sous les bombardements sans merci de toutes les usines-tombeaux du Reich ou destinés à être envoyés de force sur le front de l'Est, pour tenter de faire face à l'irrésistible offensive continue de l'Armée Rouge.*

*Les patriotes décidés à lutter contre les bourreaux de la Nation française, comme les Français simplement soucieux de défendre leur vie et celle de leur famille, doivent se défendre par tous les moyens pour faire échec à cette ultime tentative de nous réduire à l'esclavage total et à l'extermination. En particulier, ils doivent :*

- 1° Ne pas se présenter au recensement ;*
- 2° Ne pas se présenter à la visite médicale, s'ils se sont déjà fait recenser ;*
- 3° Détruire les listes déjà établies ;*
- 4° Prendre le maquis, organiser des abris sûrs ou rejoindre les FORCES FRANÇAISES DE L'INTERIEUR ;*
- 5° S'armer et prendre des armes à l'ennemi ;*
- 6° Mobiliser, au service des réfractaires au S.T.O. formés en FRANCS-TIREURS et PARTISANS FRANÇAIS ou GROUPES FRANCS, les dépôts d'armes actuellement entre les mains de patriotes ne les utilisant pas ;*
- 7° Faire des grèves de protestation contre le départ de n'importe quelle proportion du personnel des entreprises ;*
- 8° Former des MILICES PATRIOTIQUES d'entreprises en vue de lutter contre la déportation et préparer la libération nationale ;*
- 9° Aider les Paysans, Commerçants, Artisans, à se défendre eux aussi contre la déportation par la création de COMITES PATRIOTIQUES de quartier, de village, etc. ;*
- 10° S'ils sont Fonctionnaires ou Industriels, saboter par tous les moyens la grande levée d'esclaves que l'ennemi ne peut réaliser sans de nombreux complices français, traîtres à leur Patrie ;*
- 11° Attaquer les Miliciens, agents d'exécution du plan ennemi ;*
- 12° Saboter les moyens de transport qui sont aussi des moyens de déportation.*

*Si les PROVENÇAUX UNIS savent mettre en œuvre ces consignes précises ; ils sont assurés de faire échec à l'ennemi et en conséquence, de sauver leur vie, leur famille et de*

*garder à la France, qui en aura bientôt besoin un soldat de plus pour la reconquête de l'indépendance et de la liberté.*

*PROVENÇAUX qui refuserez de partir pour l'Allemagne, notre COMITE D'ACTION CONTRE LA DEPORTATION vous fournira tous les moyens de vous soustraire aux mesures de déportation qui vont être prises contre vous.*

*Et vous PROVENÇAUX qui n'êtes pas encore atteints par les décrets de déportation, vous permettrez à notre COMITE D'ACTION CONTRE LA DEPORTATION de mener à bien sa tâche en répondant généreusement à la collecte qu'il lance en faveur des réfractaires. VERSER votre obole, c'est nous permettre d'intensifier la lutte contre la déportation et d'arracher à Hitler les travailleurs qu'il veut asservir.*

**LE COMITE PROVENÇAL D'ACTION  
CONTRE LA DEPORTATION**

**FRONT NATIONAL** (Région Provençale);  
**MOUVEMENTS UNIS DE RESISTANCE** (Combat, Libération, Franc-Tireur);  
**CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL** (Département des Bouches-du-Rhône);  
**FORCES UNIES DE LA JEUNESSE PATRIOTIQUE** (Région des Bouches-du-Rhône);  
**PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS** (Région des Bouches-du-Rhône).

## DISCUSSION

Pierre GUIRAL : Sur l'exposé très intéressant que nous avons entendu sur Marseille, je crois que notre conférencier n'a pas montré exactement que la Résistance, dans le cas de Marseille, a été à la fois une tentation et un obstacle. Je veux dire que lorsqu'il s'est agi d'entrer dans Marseille, il y a eu une hésitation du commandement militaire : le général de Lattre – et je le comprends très bien – avait peur du guépier marseillais. Que ferait-il dans cette ville immense dont l'urbanisme est complexe, dont la population passait pour être une population difficile, une population qui avait – il faut le reconnaître – une très mauvaise réputation et c'est pour cette raison qu'il avait demandé au général de Monsabert d'être très prudent. Mais le général de Monsabert avait une âme de croisé – ce qui est quand même très différent d'une âme de général – ; c'était un homme qui vivait en communication avec la Sainte Vierge et qui dans ces conditions fonçait ! C'est la manière de présenter les choses de tous les historiens et c'est – je peux le dire – la conviction d'Henri Michel dont je déplore l'absence.

Marcel BERNARD : Je peux répondre à Pierre Guiral la chose suivante : je n'ai pas abordé ce point là ; j'ai voulu me cantonner au contexte, mais je pense effectivement, – n'ayant pas interrogé les parties, – qu'il y a eu hésitation chez de Lattre, et ce que dit le professeur Guiral me paraît vraisemblable : Monsabert a anticipé très largement sur la manœuvre de son chef.

Pierre GUIRAL : Ce n'est pas l'avis de M. Aubrac.

Raymond AUBRAC : Merci. Quand M. Guiral nous parlait de cette sorte de divergence de vue entre le général de Monsabert et le général de Lattre, je me suis souvenu de quelques nuits au cours desquelles j'ai assisté aux réunions d'état-major de de Lattre de Tassigny. Il avait l'habitude – comme vous le savez bien – de faire des repas avec des hôtes de passage, et il donnait ses ordres entre 1 et 3 heures du matin, généralement dans un endroit désert, dans une ferme déserte ; j'ai été frappé – mais je ne suis jamais sûr de me souvenir de leur nombre, surtout devant des historiens – pendant les 2, 3 ou 4 nuits au cours desquelles j'ai pu assister à ces réunions ; j'ai donc été frappé par la façon dont le général de Lattre, prenait du bout de sa canne devant les cartes d'état-major, des dispositions et donnait à ses officiers supérieurs des instructions pour attaquer simultanément Toulon et Marseille, en indiquant chaque fois qu'il n'était pas d'accord avec l'état-major américain. Je crois que la différence de vues était plus entre lui et les Américains qui disaient à de Lattre : « Vous n'avez pas la logistique de votre stratégie », qu'entre de Lattre et de Monsabert qui m'ont paru, eux, être tout à fait d'accord. Je soumetts donc cela aux historiens.